

MARCHE PUBLIC - RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) en date du 28/01/2026

Objet du marché de services - étude hors maîtrise d'oeuvre Réalisation de prestations graphiques pour la DIR Centre-Ouest

1- Généralités : Référence dossier PLACE : DIRCO-GRAPHIQUE

Code CPV : 79340000-9 Services de publicité et de marketing

Date limite de remise des offres : 11/03/2026 à 12H

Acheteur - Pouvoir Adjudicateur : Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest (DIRCO)

Point de contact : pfcpc.pcpaj.sg.dirco@developpement-durable.gouv.fr

Lieu de livraison ou d'exécution : département 03, 16, 18, 19, 23, 24, 36, 47, 79, 86, 87

Caractéristiques principales : création et mise à jour des supports de communication pour le compte de la DIR Centre-Ouest

Procédure définie par le décret marchés publics 2018-1075 : marché à procédure adaptée (MAPA)

Conditions minimales de participation : ☒ néant ☐ chiffre d'affaires annuel supérieur à ... € HT ☐ capacités minimales requises : ...

Dévolution : soit entreprise individuelle, soit groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Dans le cas d'un groupement solidaire, les règlements seront effectués sur un compte unique.

Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination

Dans le prolongement des avancées de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 et la loi n° du 6 août 2019 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le pôle ministériel est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes, signé le 23 octobre 2019 entre les ministres et les représentants des personnels prévoit l'intégration de la lutte contre les discriminations dans la commande publique ministérielle.

Cette démarche, s'inscrit dans le cadre des labels « Diversité » et « Égalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers. Les ministères sont ainsi labellisés « Diversité » et « Égalité ».

Au-delà du respect des dispositions déjà incluses dans la présente consultation, le ministère est également sensible aux actions conduites par ses prestataires, dans ce domaine, au sein de leur entreprise.

Dans cette optique, nous transmettrons à l'attributaire pressenti un lien vers un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qu'il lui sera demandé de compléter.

Les réponses que vous voudrez bien nous fournir nous serviront à recueillir des bonnes pratiques susceptibles d'être partagées mais ne seront, en aucune façon, utilisées pour la sélection des candidatures et des offres, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

De même, l'absence de réponse n'aura aucune incidence sur l'exécution du marché.

2- Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le DCE comprend : le présent RC et les pièces contractuelles constitutives du marché indiquées au CCAP ; les pièces suivantes non contractuelles : le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ; le dossier des plans ; la notice d'exploitation sous chantier ; les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres ; celle-ci pourra être reportée.

Le candidat pourra faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande de renseignements via la PLACE (plate-forme des achats de l'État), à laquelle l'acheteur répondra au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.

3- Documents à fournir par les candidats :

Le dossier de candidature :

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME

- *Capacité économique et financière* : chiffre d'affaires des 3 dernières années.

- *Références* : marchés de même nature exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et l'acheteur public ou privé, avec attestation de bonne exécution.

- *Capacité professionnelle* : certificats de qualité attestant la compétence du candidat ; effectifs humains et moyens

matériels du candidat.

Y compris pour les sous-traitants et co-traitants, avec la nature et le montant des prestations concernées.

A défaut de fournir ces documents, le candidat pourra indiquer le site internet sur lequel ils peuvent être consultés gratuitement ; ou indiquer l'offre qui les contient, déjà remise dans l'année à la DIR Centre-Ouest.

Le dossier de l'offre :

1°) L'offre financière : engagement signé par le représentant légal du candidat et le bordereau des prix (l'acte d'engagement n'est pas à fournir)

2°) Le mémoire justificatif, limité à 50 pages (les pages au-delà de cette limite ne seront pas analysées), comprenant :

- la compréhension et la reformulation de la demande de la DIRCO ;
- la qualité et la pertinence de cinq réalisations graphiques différentes en format, type de graphisme, cible, sujet et en lien avec les besoins et les publics ciblés de la DIRCO ;
- la présentation de l'entreprise et de l'équipe dédiée ;
- la méthodologie et l'organisation des prestations ;
- les dispositions éco-responsables qui seront mises en œuvre dans le cadre du marché :
 - en termes de déplacements : engagement à utiliser des modes de transports décarbonés (train, véhicules électriques) ou avec un impact limité (covoiturage, bus),
 - en termes de nature de supports et matériaux utilisés pour les prestations remises : utilisation de matériaux recyclés, utilisation de produits sans substances dangereuses, réduction des emballages plastiques.

4- Variantes - options :

- Compléments à apporter au CCTP :

- Variante (l'offre de base n'étant pas obligatoire) :

- Prestations supplémentaires éventuelles PSE :

5- Réception des plis :

Les offres seront obligatoirement remises sur la PLACE, sous la référence du dossier indiquée en tête .

Les pièces non demandées seront rejetées.

Les offres doivent répondre aux éventuelles tranches optionnelles, aux compléments au CCTP et aux PSE rendus obligatoires. A défaut de réponse complète, l'offre pourra être rejetée.

Un candidat pourra remettre plusieurs offres en agissant en qualité de candidat individuel et de co-traitant d'un groupement.

En cas d'allotissement, les candidats pourront soumettre une offre pour plusieurs lots.

6- Critères de sélection :

- Critère C1 : prix pondéré à % ; note prix = x prix moins-disant / prix offre concernée

- Critère C2 : valeur technique pondéré à % avec les sous-critères suivants :

La valeur technique (60 %) sera appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique, et notamment :

- la compréhension et la reformulation de la demande de la DIRCO (6 points) ;
- la qualité et la pertinence de cinq réalisations graphiques différentes en format, type de graphisme, cible, sujet et en lien avec les besoins et les publics ciblés de la DIRCO (10 points) ;
- la présentation de l'entreprise et de l'équipe dédiée (2 points) ;
- la méthodologie et l'organisation des prestations (2 points).

- Critère C3 : critère environnemental **dans le cadre du marché** pondéré à % avec les sous-critères suivants :

Le critère environnemental sera apprécié au regard des dispositions éco-responsables qui seront mises en œuvre dans le cadre du marché :

- en termes de déplacements : engagement à utiliser des modes de transports décarbonés (train, véhicules électriques) ou avec un impact limité (covoiturage, bus) (10 points)
- en termes de nature de supports et matériaux utilisés pour les prestations remises : Utilisation de matériaux recyclés, Utilisation de produits sans substances dangereuses, réduction des emballages plastiques (10 points).

Les annexes et le calendrier prévisionnel ne seront pas considérées comme pièces contractuelles mais rentreront en ligne de compte dans la valeur technique de l'offre.

Les s/critères seront notés de 0 à 100% proportionnellement à la qualité de l'offre ; le maximum sera attribué lorsque l'offre sera de qualité pleinement satisfaisante. Les notes seront arrondies à 2 décimales après la virgule (en cas de résultat à 3 décimales sur un sous-critère, la note sera arrondie au multiple de 0,05 le plus proche, par ex : 0,625/1 sera arrondi à 0,65/1).

En cas d'égalité, l'offre retenue sera celle ayant obtenu la meilleure note au critère le plus important.

7- Classement des offres :

Les offres non éliminées selon le décret 2018-1075 seront classées selon leurs notes globales, calculées en sommant chaque note critère pondérée.

En cas d'erreurs dans les documents financiers remis, la priorité sera donnée :

aux prix unitaires, le montant total de l'offre étant alors rectifié en conséquence

Sur demande de l'acheteur, le candidat communiquera toute précision sur le dossier de l'offre, dans le délai imparti, notamment sur les décompositions ou sous-détails des prix.

En procédure adaptée ou concurrentielle avec négociation (y compris suite à appel d'offres infructueux), les 3 offres les mieux classées pourront être négociées, sans que ce soit un impératif. La négociation prendra la forme d'échanges sur les aspects techniques et financiers, avec d'éventuelles réunions dans les locaux de la DIR ou sur site.

8- Documents à fournir par l'attributaire :

- l'attributaire est invité à répondre au questionnaire portant sur la promotion « égalité/diversité » à l'adresse suivante :

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd7zRb2xh0OKnhKuTAgyDQdeLHEFLyfEqnU3YmPH4wQGL3OA/viewform?usp=header>

- l'acte d'engagement (AE) complété éventuellement après mise au point et à signer par l'attributaire ; les autres pièces ne sont pas signées ; en cas de groupement conjoint, les co-traitants signent l'AE

- les documents réglementaires, fiscaux et sociaux, s'ils ne sont pas déjà fournis ou disponibles

- les attestations d'assurance exigées et le RIB

La notification du marché sera effectuée via la PLACE, avec accusé de réception automatique.

9- Recours : l'instance de recours est le Tribunal Administratif, à saisir selon les voies précisées à l'article L551 du code de justice administrative. Adresse : Cours Vergniaud 87000 Limoges (tél 05 55 33 91 55)